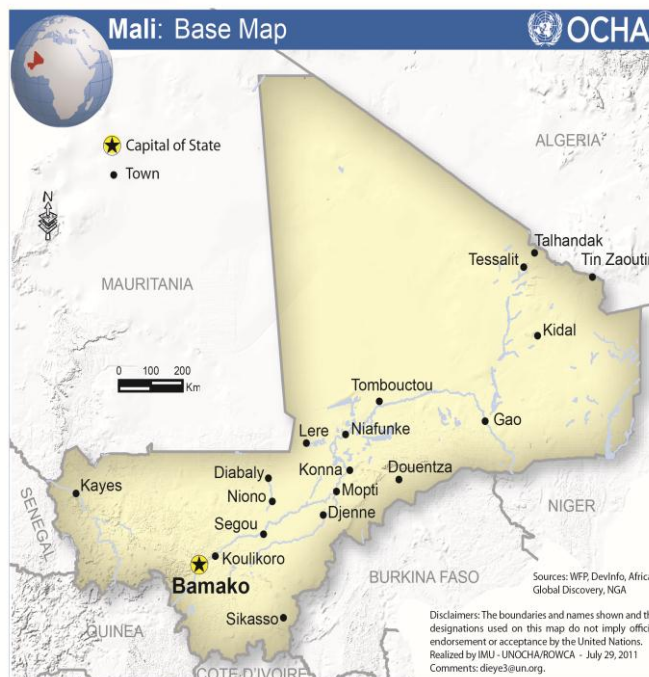




Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec des partenaires humanitaires. Il a été publié par le bureau OCHA-Mali et couvre la période du 16 au 27 mars 2013. Le prochain rapport sera publié le, ou aux alentours du 10 avril 2013.

Faits saillants

- l'insécurité dans le nord du pays liée aux combats, à la présence des mines et des engins non explosés ainsi qu'aux attaques suicides sporadiques, les acteurs humanitaires continuent les opérations dans les zones accessibles.
- Le manque de ressources entrave les activités pour la prévention du choléra qui risque de resurgir vers juin/juillet. Depuis 2003, le choléra touche en moyenne 1 100 personnes chaque année.
- Les personnes déplacées internes (PDI) au Mali sont estimées à 282 548 selon le dernier rapport de la Commission Mouvement de Population (CMP) publié le 20 mars. Ce chiffre n'inclut pas les 10 100 personnes déplacées identifiées au nord de la région de Kidal depuis le début de l'année par des ONG.
- Le processus d'appel consolidé (CAP) pour le Mali est maintenant financé à hauteur de 21,5 pour cent. 88 millions de dollars ont été sécurisés sur une requête globale d'environ 410 millions de dollars.



Source: OCHA
Les limites et noms indiqués, ainsi que les désignations utilisées dans cette carte n'impliquent aucune acceptation officielle par les Nations Unies.

292 648

Estimation du nombre total des personnes déplacées internes au Mali (Source : rapport CMP du 20 mars et partenaires humanitaires à Kidal)

177 637

Total des réfugiés maliens enregistrés dans les pays voisins au 25 mars 2013
(Source : <http://data.unhcr.org/MaliSituation/regional.php>)

410 mil

De dollars demandés actuellement dans le CAP Mali 2013

21,5%

Taux du financement CAP Mali 2013 au 27 mars

Aperçu de la situation

Les combats dans le massif des Ifoghas (région de Kidal) et dans les zones périphériques de Tombouctou, Gao et Kidal combinés avec les attaques suicides sporadiques et la présence des mines et engins non explosés réduisent l'espace humanitaire et constituent un danger pour la sécurité des civils. Le 20 mars, des personnes supposées appartenir aux groupes armés ont fait exploser à Tombouctou une voiture piégée ayant occasionné des victimes parmi les militaires maliens. Cet incident a été suivi d'une riposte militaire qui a également fait des victimes du côté des groupes armés et de l'armée malienne. Des combats ont été rapportés les 23 et 24 mars à Gao.

Le 20 mars, la CMP a publié une mise à jour des chiffres des PDI estimées à 282 548. Les nouveaux déplacements rapportés par les organisations humanitaires intervenant dans la région de Kidal, à savoir 10 100 PDI ne sont pas encore pris en compte dans les nouveaux chiffres. Les chiffres de la CMP indiquent toutefois une augmentation de 21 883 de PDI par rapport aux chiffres de 260 665 déplacés publiés dans le rapport de la CMP du 20 février. Cette augmentation se justifie selon la CMP par l'enregistrement récent de personnes déplacées en 2012, l'enregistrement de nouveaux déplacés dans le sud et le centre du pays et l'extension des zones d'enregistrement des PDI.

+ Pour plus de renseignements, voir les Informations de base en dernière page

www.unocha.org/mali | <http://mali.humanitarianresponse.info>

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU a pour mission de mobiliser et de coordonner une action humanitaire efficace et guidée par des principes, en partenariat avec les acteurs nationaux et internationaux.

La coordination sauve des vies

Les timides mouvements de retour de PDI vers le nord continuent mais la mise à jour du nombre des PDI retournés n'est pas encore disponible. Selon certains acteurs humanitaires, il y a aurait une tendance à plus de nouveaux déplacés que de retournés dans le nord.

Depuis le début de l'année, le PAM a fourni une assistance alimentaire à plus de 195 000 personnes dont plus de 90 000 dans les zones du nord affectées par le conflit et plus de 100 000 déplacés et membres des communautés hôtes dans le sud. La Directrice Exécutive du PAM, Mme Ertharin Cousin qui était au Mali du 15 au 17 mars a rappelé l'importance que la communauté internationale doit accorder à la crise malienne car des enfants, des femmes, d'autres populations vulnérables continuent d'avoir un besoin vital en assistance alimentaire et nutritionnelle surtout dans le nord du pays.

Les acteurs du cluster nutrition continuent la prise en charge des enfants souffrant de malnutrition aigüe (modérée et sévère). Du début de l'année au 17 mars, 28 447 enfants ont été admis dans les différents centres de traitement au niveau national. Dans le nord, les enfants reprennent progressivement le chemin de l'école malgré l'insuffisance des ressources; ainsi le cluster éducation a identifié 217 écoles fonctionnelles dans les régions de Tombouctou et Gao qui accueillent 49 896 élèves. Le cluster eau hygiène et assainissement continue les évaluations dans le nord qui révèlent d'énormes besoins en eau potable et en assainissement. Cette situation reste préoccupante surtout au vu du manque de ressources financières qui compromet la conduite d'action de prévention du choléra et d'autres maladies d'origine hydrique à l'approche de la saison des pluies (juin/juillet).

Les activités humanitaires dans le centre et le sud du pays se poursuivent normalement.

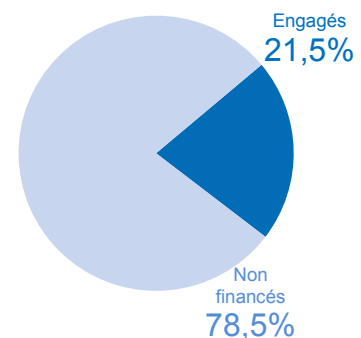
Financement

A la date du 25 mars, le CAP pour Mali a reçu environ 82 millions de dollars, soit 21,5 pour cent des 410 millions de dollars demandés. Tandis que certains secteurs sont relativement bien financés d'autres sont toujours affectés par un niveau de financement très faible dans un contexte marqué par des besoins urgents qui nécessitent une réponse immédiate. Le pourcentage de financement par secteur est le suivant: abris d'urgence et biens non-alimentaires 35,1%; eau, hygiène et assainissement 4,1%; éducation 13%; logistique 63,9%; nutrition 13,8%; protection 14,4%; sécurité alimentaire 28,2%; santé 15,8%; et télécommunications d'urgence 109,6%.

* Tous les partenaires humanitaires, y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires, sont invités à informer le Financial Tracking Service (FTS) de OCHA (<http://fts.unocha.org>) des contributions en cash ou en nature, par un courriel à : fts@un.org

Appel consolidé (CAP) Mali – 2013

\$410 millions demandés



Réponse humanitaire



Besoins:

- Les résultats de l'étude de Save the Children sur les enfants associés aux groupes et forces armés à Mopti a révélé que les populations ont une connaissance limitée des instruments juridiques qui régissent cette question. Le fait que les enfants sont des victimes qui méritent une protection est peu compris. La circulaire interministérielle sur la protection et la prévention des représailles envers les enfants démobilisés doit être largement diffusée.

Réponse:

- Le 17 Mars, le Ministère des Affaires Humanitaires a rencontré les acteurs humanitaires pour discuter, entre autres, d'une stratégie sur le retour des PDI. L'insécurité et le manque de protection à la base des déplacements ont également été soulevés comme des questions prioritaires.
- Le nombre des PDI au Mali est estimé à 282 548 individus soit 40 530 ménages déplacés en fin février 2013 selon le rapport de la CMP publié le 20 mars 2013. Au total, 76 006 (ou 27 %) des PDI étaient déplacés dans les régions du nord, notamment Gao, Kidal et Tombouctou en fin 2012.

- Selon le rapport de la CMP, l'augmentation du nombre total de déplacés au regard du précédent rapport qui faisait état de 260 665 PDI est due en partie à l'identification de déplacés arrivés en 2012 mais qui n'avaient pas voulu ou pas pu se faire enregistrer auparavant; à l'arrivée et à l'enregistrement de personnes nouvellement déplacées; et enfin l'élargissement des zones d'enregistrement par l'OIM. La dernière actualisation des chiffres au nord a eu lieu au mois de décembre 2012. Les conditions de sécurité dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou rendent toujours très difficiles l'accès aux PDI.
- Du fait des difficultés d'accès, les régions de Tombouctou et Kidal n'ont presque pas été couvertes par les évaluations dans le domaine des violences basées sur le genre. Gao ne l'a été que partiellement.
- L'UNFPA a procédé, le 15 mars 2013, à la distribution de 3 750 kits de dignité aux PDI des régions du nord et a distribué des kits de santé de la reproduction (complications obstétricales) y compris de prise en charge des viols. Chaque kit suffit à couvrir les besoins de 30 000 personnes pendant trois mois.
- Le sous-cluster protection de l'enfant a assisté 64 689 bénéficiaires en janvier et en février 2013. Au total 81 pour cent des bénéficiaires ont profité de sessions de sensibilisation et 19% de soutien psychosocial, médical ou juridique ainsi que d'activités d'identification, de documentation, de traçage et de réunification. Parmi les personnes assistées 38% sont des enfants.
- L'UNICEF a reçu sept enfants (deux blessés) démobilisés des groupes armés et qui bénéficient d'une prise en charge temporaire en attendant leur réunification avec leurs familles.
- Entre le 18 et le 20 mars, World Vision a formé 13 évaluateurs et adopté l'outil d'évaluation rapide inter-agences pour la protection de l'enfant qui sera utilisé par l'ONG dans toutes les communes de Bamako en fin mars.
- L'UNICEF a organisé une session d'information sur la circulaire interministérielle portant sur la protection et la prévention des représailles contre les enfants démobilisés au sein des groupes et forces armés lors d'un atelier régional à Mopti.

Insuffisances et contraintes:

- L'absence des services sociaux de base dans les régions du nord permettant la prise en charge des cas de viol, la maltraitance, les mariages forcés; les sévices sexuelles et psychologiques reste un défi.
- L'insuffisance des ressources humaines et financières entrave l'assistance aux victimes des violences basées sur le genre.
- Les ONG Danish Refugee Council, Plan-Mali, Save the Children, Terre des Hommes et World Vision prévoient de mener des évaluations rapides de la situation de la protection de l'enfant dans les régions de Bamako, Gao, Mopti, Ségou and Sikasso. Aucune évaluation n'est en ce moment prévue pour Tombouctou et Kidal où les services pour la protection des enfants sont très limités.



Sécurité alimentaire

Besoins:

- L'insécurité prolongée continue de perturber les systèmes économiques et l'assistance humanitaire, avec des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire des populations vivant dans le nord. Les effets de ces perturbations sont particulièrement accentués chez les ménages de Kidal et Gao. Au moment où les stocks de vivres diminuent dans les ménages, on s'attend aussi à ce que l'insécurité alimentaire devienne plus critique pour les ménages pastoraux pauvres dans les semaines à venir avec l'approche de la période de soudure (avril-juin).
- A travers son programme d'urgence, le PAM prévoit d'assister 564 000 bénéficiaires. Les distributions de vivres ciblées pour les personnes touchées par l'insécurité alimentaire au nord du Mali se poursuivent en coordination avec le CICR. L'accès à la zone de Kidal reste difficile pour des raisons sécuritaires.

Réponse:

- Depuis le début de l'année, le PAM a fourni une assistance alimentaire à plus de 195.000 personnes dont plus de 90 000 dans les zones du nord affectées par le conflit et plus de 100 000 déplacés et membres des communautés hôtes dans le sud.
- Le PAM fournit actuellement des repas scolaires d'urgence à plus de 10 000 enfants dans 22 écoles de Gao.
- Les distributions de vivres et d'argent en faveur des PDI et des membres des communautés hôtes se poursuivent dans le sud du pays. Parallèlement, le PAM étend la mise en œuvre de son projet de développement et de résilience.
- La FAO, en collaboration Catholic Relief Services et l'ONG ICCO, a débuté la mise en œuvre d'un projet de renforcement des capacités de résistance de 5 000 ménages vulnérables (dont 60% de femmes) de la bande sahéenne du Mali notamment à Koulikoro et Ségou. Ce projet vise à renforcer progressivement leurs capacités

10 000

élèves de 22 écoles de Gao reçoivent de l'assistance alimentaire du PAM.

de production et leurs moyens de subsistance via, entre autres, une meilleure valorisation de leurs productions agricoles. A travers ce projet, les bénéficiaires recevront sur une durée d'un an des intrants agricoles de base, un encadrement technique pour la mise en place des jardins de case (kitchen Garden), une association de cultures vivrières (manioc, maïs, arachide) et maraîchères (exotiques et locales), et des séances d'éducation nutritionnelle, de manière à améliorer leurs pratiques alimentaires par la diversification de leur consommation.

- Dans le cadre de la poursuite des programmes à base de cash (transfert d'argent, travail contre argent) Care International assiste 2 000 ménages vulnérables dans les régions de Mopti et Ségou. Les distributions de cash sont à leur dernière phase à Ségou où il ne reste que le paiement de 710 ménages.
- Suite à l'évaluation rapide de la situation alimentaire, Welthungerlife prévoit des opérations de distributions de 650 tonnes de vivres en faveur 6 500 ménages bénéficiaires dans les communes urbaines de Tombouctou, Goundam et aux PDI du nord à Niono. Les stocks sont déjà acheminés par pinasse à Tombouctou et disponibles dans des magasins. La distribution commencera durant la dernière semaine de mars.
- Les principales activités réalisées par CRS dans les communes de Dogofry, Koronga et Guénéibé dans la région de Koulikoro comprennent la réhabilitation de 30 infrastructures à travers le programme argent contre travail; l'identification de 405 ménages vulnérables pour participer aux travaux d'argent contre travail et la formation de 49 comités des groupes d'alerte précoce et de réponse aux urgences.

Insuffisances et contraintes:

- L'insécurité persistante continue à perturber les systèmes économiques et la livraison de l'aide humanitaire, avec des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire des populations vivant dans le nord.



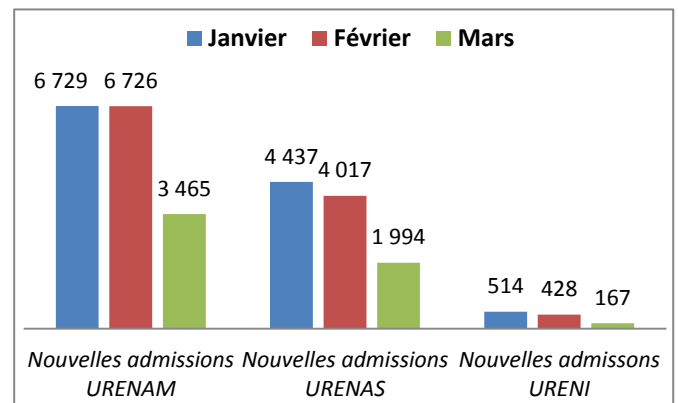
Nutrition

Besoins:

- Selon les résultats de l'enquête SMART de 2012, 210 000 enfants de moins de 5 ans risquent de souffrir de malnutrition aiguë sévère (MAS) en 2013, et 450 000 autres de malnutrition aiguë modérée (MAM).

Réponse:

- Du début de l'année au 17 mars 2013, 28 477 enfants de moins de 5 ans ont été nouvellement admis pour malnutrition aiguë, au niveau nationale, dans les unités de réhabilitation nutritionnelle dont :
 - 16 920 en URENAM (5 pourcent du total)
 - 10 448 en URENAS (37 pourcent du total)
 - 1 109 en URENI (4 pourcent du total)
- Les données nutritionnelles des régions de Gao, Kidal et Tombouctou sont rendues disponibles uniquement par les ONG y opérant (ACF-E, MDM-B, et ALIMA-AMCP). A date, les nouvelles admissions dans cette partie du pays représentent 13 pourcent du total des nouvelles admissions enregistrées au niveau national.



Nouvelles admissions en unités de réhabilitation nutritionnelle (semaine 1 à semaine 11 de 2013)

Type de nouvelles admissions	Sud*	Nord*	Total
URENAM (pour le traitement de la MAM)	14 347	2 573	16 920
URENAS (pour le traitement de la SAM)	9 035	1 413	10 448
URENI (pour des soins intensifs)	1 009	100	1 109
Total	24 391	4 086	28 477

*Sources: Sud issues de la Direction nationale de la Santé et la Division de la Nutrition. Nord issues par des ONGs sur place : ALIMA-AMCP (Tombouctou), ACF-E (Gao), MDM-B (Gao et Kidal).

- La Direction Nationale de la Santé/Division Nutrition, avec l'appui de l'UNICEF, a présenté le format révisé de compilation des données nutritionnelles aux partenaires du cluster nutrition. Ce nouveau format vise à harmoniser le travail de compilation des données au niveau des régions et des districts sanitaires (DS), ainsi qu'à assurer un suivi de la qualité des programmes de prise en charge nutritionnelle. Cet outil a été transmis à l'ensemble des 60 DS du pays, et également à toutes les ONG travaillant dans le secteur de la nutrition afin qu'elles apportent un soutien aux agents de santé dans le travail de remplissage complet et prompt.
- Le 14 mars, le 4ème sous-cluster nutrition a été installé dans la région de Mopti. Il sera coordonné par la Direction Régionale de la Santé de Mopti, avec l'appui de l'UNICEF en tant que co-lead.

Insuffisances et contraintes:

- Dans le CAP 2013, 21 projets ont été soumis et adoptés pour un montant total de US \$73,7 millions, sur lesquels seuls US \$10,2 millions ont été reçus (soit ~13,8 pourcent) au 25 mars 2013.

Abris et articles non alimentaires

Besoins:

- Dans le sud du pays, plusieurs cas de familles de PDI qui ne parviennent plus à payer leur loyer et qui sont expulsés ou en passe de l'être (zones de Bamako, Mopti, Ségou...) ont été rapportés. Le nombre de ces personnes est pour le moment difficile à déterminer.
- Plusieurs familles d'accueil des PDI vivent dans des maisons surpeuplées. L'ONG NRC effectue une étude sur les conditions de vie des déplacés dans les familles d'accueil ou dans les logements qu'ils louent. Cette étude qui couvre les régions de Bamako et de Ségou devrait être finalisée en avril.
- D'après les informations disponibles, des maisons en banco de familles de déplacés dans le nord de Mopti se sont dégradées suite à leur départ: les maisons n'ont pu être entretenues (cet entretien est indispensable pour s'assurer que l'habitat résiste à la saison des pluies) et certaines ont été pillées. En outre, il a été indiqué que des populations nomades ont dans leur fuite, dû abandonner leurs tentes traditionnelles. Des chiffres précis sont difficiles à obtenir à ce stade vu les difficultés d'accès.

Réponse:

- Des activités de transfert monétaire sont en cours à Mopti, Bamako, Koulikoro, Kayes, Gao. Elles sont menées par les ONG Care, Acted, Oxfam, CRS, SCF, WV, Mercy Corps.
- NRC a soumis un projet "abris" au HCR visant à éviter la perte de logements à 1.000 familles de PDI. Ce projet vise à réhabiliter d'urgence les logements de 500 familles de PDI en famille d'accueil et d'initier des activités génératrices de revenus au profit de 500 familles de PDI en location et à risque d'éviction pour les aider à subvenir à leurs besoins élémentaires (loyer, charges, etc.). Ce projet doit démarrer en avril 2013 dans les zones de Bamako, Ségou et Mopti.

Insuffisances et contraintes:

- Le manque d'information et de recensement des habitats (cases, tentes) dans le nord, en raison de l'insécurité reste une préoccupation.
- Des financements sont recherchés par les acteurs humanitaires (OIM, ACTED et HCR) pour des activités de transfert monétaire et des activités génératrices de revenus en vue d'assister les déplacés menacés d'expulsion; la fourniture d'outils et de matériaux de reconstruction pour la réhabilitation de cases en banco dans les villages de retour; et la fourniture de tentes traditionnelles aux populations nomades qui dans leur fuite ont abandonné leurs campements (nord).

Education

Besoins:

- Le renforcement de la capacité technique des autorités éducatives nationales et des communautés affectées pour répondre aux besoins des enseignants et des élèves reste une priorité pour s'assurer que la réponse d'urgence est en adéquation avec le renforcement de la résilience dans le secteur éducatif au Mali.
- Avec une grande partie de la réponse dans le secteur de l'éducation orientée vers les élèves du cycle fondamental et les enseignants, il est important d'assurer que les besoins de tous les enfants en âge d'être scolarisés soient pris en compte y compris les aspects liés au développement de la petite enfance et de l'éducation secondaire.

- Le cluster éducation a actuellement identifié 217 écoles fonctionnelles dans les régions du nord de Tombouctou et Gao qui accueillent 49 896 élèves et 1 012 enseignants. Soutenir les enseignants et les élèves à travers la fourniture de matériel d'apprentissage et une formation adaptée pour l'éducation en situation d'urgence reste une priorité pour promouvoir une éducation de qualité dans les zones affectées par le conflit dans le nord.

49 896

élèves sur 200 000 ont
accès à l'éducation dans
les régions de
Tombouctou, Gao et Kidal

Réponse:

- Pour renforcer la capacité des partenaires nationaux en éducation d'urgence, l'UNICEF a formé 28 enseignants et 25 directeurs nationaux et régionaux en planification et coordination dans les situations d'urgence.
- Avec l'appui technique et financier de l'UNICEF et de ses partenaires ONG (Bornfonden, Save the Children), le Ministère de l'Éducation Nationale, en collaboration avec la Direction Nationale de l'Éducation Préscolaire et Spéciale développe un programme d'éducation pour les enfants de 0 à 8 ans. Ce programme est basé sur une approche intégrée impliquant les services du Gouvernement en charge de la nutrition et de la protection des enfants en bas âge.
- Dans l'effort de soutenir la réouverture des écoles dans le nord, l'UNICEF a distribué du matériel d'apprentissage à 4 923 élèves (2 579 garçons et 2 344 filles) dans la région de Tombouctou.

Insuffisances et contraintes:

- Avec 140 écoles identifiées comme fonctionnelles par le cluster dans la région de Gao, il y a toujours un besoin d'appuyer les enseignants et les élèves à travers du matériel d'enseignement et d'apprentissage ainsi que la réhabilitation des infrastructures scolaires endommagées.
- L'insuffisance des financements affecte sévèrement la capacité du cluster d'assurer une réponse efficace. Le cluster a reçu 13 pour cent des fonds demandés à travers le CAP 2013.



Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Besoins:

- Les rapports des évaluations conduites après le début de l'intervention militaire continuent de montrer des besoins chroniques en EHA. L'évaluation de Secours Islamique du tiers des communautés de Douentza (58 communautés) et Gourma Rharous dans la région de Tombouctou a montré que le quart des réseaux d'eau requiert de l'assistance technique. L'évaluation révèle aussi que 86 pour cent des écoles et 38 pour cent des centres de santé communautaires n'ont pas de source d'eau. Presque le tiers des écoles visitées ne disposent pas de latrines fonctionnelles et la défécation à l'air libre est pratiquée dans 71 pour cent des écoles. A Boni, le système de distribution de l'eau pour 6 123 personnes ne fonctionnent pas depuis l'arrivée des groupes armés. A Hombori, le système d'eau fonctionne mais il y a des fuites importantes des réservoirs et l'eau n'est pas chlorée. A Débéré, le système de distribution d'eau pour 1 908 personnes n'est pas fonctionnel à cause de la destruction des panneaux solaires.
- La cartographie des structures sanitaires montre que trois-quarts des structures sanitaires ont besoin de l'assistance des acteurs humanitaires pour le package minimum d'assistance en EHA (eau, assainissement, lavage des mains, matériel de nettoyage).

Response:

- ACF a distribué du savon et de l'aquatab à 465 ménages durant les six derniers mois dans les villages vulnérables de Gao (pas d'accès à une source d'eau améliorée).
- Dans la région de Mopti, l'UNICEF assiste la direction régionale de l'hydraulique (DRH) à obtenir du chlore et des moyens financiers pour fournir de l'eau potable à 100 000 personnes dans les villes affectées par les conflits (Konna, Douentza etc). L'assistance consiste aussi à renforcer le rôle du DRH comme expert technique dans l'assistance des villes pour la réorganisation du système de gestion des réseaux d'eau.
- Le CICR continue de fournir du carburant aux centrales de Gao (20 000 litres par mois), Kidal (30 000 litres par mois) et Tombouctou (33 000 litres par mois) pour assurer l'accès à l'eau et à l'électricité.
- Solidarité Internationale fournit de l'assistance aux ménages déplacés de Talhandak (Kidal). L'ONG a distribué 233 kits d'hygiène et de l'assistance financière pour l'approvisionnement en eau par des camions au profit des PDI et des communautés hôtes. L'UNICEF a fourni à Solidarités des pompes d'eau, des réservoirs pour le stockage de l'eau et une unité de distribution d'eau.

Insuffisances et contraintes:

- Le cluster EHA est faiblement financé à travers le CAP 2013. Quelque 2,2 millions de dollars (soit 4,1%) ont été mobilisés sur une requête de 54 millions. Le cluster EHA a besoin de fonds immédiats pour mener des activités de sensibilisation contre le choléra pour les trois mois à venir et répondre aux besoins des PDI et des personnes vivant dans les zones affectées par le conflit.



Santé

Besoins:

- L'accès aux soins reste encore limité dans les régions du nord et les formations sanitaires ont besoin d'être renforcées en personnel, équipements et intrants médicaux. Des réparations seront nécessaires pour les structures de santé saccagées lors du conflit.
- La flambée de rougeole persiste dans les régions de Gao et Kidal.

Réponse:

- Une flambée de rougeole au nord qui a commencé il y a quatre semaines continue dans les régions de Gao et Kidal. MDM-B avec l'appui de l'UNICEF a vacciné 16 111 enfants de moins de 15 ans (98 pour cent de la cible) dans quatre zones de santé de Gao et vient d'achever les vaccinations dans la région de Kidal.
- Les missions d'appui humanitaires (y compris l'envoi de médicaments) continuent à renforcer les districts sanitaires et hôpitaux des régions de Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal grâce au soutien de l'OMS et d'autres partenaires.
- L'UNICEF continue d'appuyer les ONG partenaires dans les centres de santé des zones affectées par la crise. Au total 10 kits d'urgence sanitaire ont été fournis à ALIMA pour le district de Diré (Tombouctou) et 10 kits à MDM-F pour Ténenkou (Mopti) en mars.
- Dans la perspective de la relance des activités, l'OMS et d'autres partenaires envisagent de soutenir une mission d'évaluation des besoins dans les régions de Gao et Tombouctou. Une enquête d'évaluation rapide des structures de santé du Mali face à la crise est en cours.
- L'UNICEF s'est procuré un premier lot de vaccins et de matériel d'injection d'une valeur de 1,4 million de dollars pour prévenir la rupture de stock à travers le pays grâce à un financement de la Coopération Canadienne. Ces vaccins ont été acheminés dans toutes les régions du Mali.

Insuffisances et contraintes:

- Il est nécessaire de renforcer la surveillance épidémiologique dans le nord.
- L'insuffisance des ressources freine les activités pour la prévention du choléra.



Logistique

- Le 21 mars, le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a effectué son premier vol sur Gao pour faciliter une mission d'évaluation conjointe PAM/UNDSS/PNUD.
- Le groupe des utilisateurs de l'UNHAS a eu une réunion le 20 mars. Le lancement de vols secondaires vers le nord a été demandé par de nombreuses ONG. Ceci impliquera une augmentation du budget et l'acquisition d'un autre avion. La page web du cluster logistique est le suivant : www.logcluster.org.



Télécommunications d'urgence (ETC)

- Alors qu'un équipement additionnel pour les télécommunications est cours d'acquisition, le cluster continue d'assister la communauté humanitaire à Bamako et à Mopti à travers un réseau de données, un appui technique et l'installation ainsi que la programmation de radios mobiles.
- Le formateur national de l'UNDSS sur l'usage des radios effectue une mission à Mopti pour appuyer le service radio sur place et la communauté humanitaire.

Coordination générale

- Des informations sur toutes les réunions de coordination régulières et sur les contacts de tous les clusters sont disponibles sur le site mali.humanitarianresponse.info.

- OCHA organise chaque vendredi une réunion de partage de l'information pour la communauté humanitaire. La prochaine réunion est prévue le vendredi 29 mars.

Informations de base

En janvier 2012, une rébellion a éclaté dans le nord du Mali, menée par un mouvement séparatiste touareg, le MLNA - Mouvement National de Libération de l'Azawad, nom que les Touareg donnent aux régions du nord du Mali, qu'ils considèrent comme le berceau de leur nation. Le MNLA, mouvement non religieux s'est associé à plusieurs groupes armés islamistes. Les premiers succès de la rébellion ont conduit à un coup d'Etat militaire à Bamako le 22 mars. Sous la pression internationale, la junte militaire a dû se retirer rapidement, mais certains de ses membres continuent à s'immiscer dans la décision du Gouvernement. Profitant de l'incertitude politique à Bamako, la rébellion a conquis en quelques jours les trois régions du nord de Kidal, Gao et Tombouctou à des régions largement désertique d'une superficie un peu supérieure à celle de la France. Ils ont ensuite annoncé la fin des combats et proclamé «l'indépendance de l'Azawad», rejetée par la communauté internationale. Le pays s'est trouvé *de facto* coupé en deux. La situation est restée calme sur la «ligne de front» jusqu'à la fin de 2012, tandis que MNLA perdait du terrain face aux autres groupes armés, qui professent moins d'intérêt pour l'indépendance du Nord que pour l'imposition de la loi islamique à l'ensemble du pays.

La CEDEAO a décidé de créer une force africaine (la MISMA) pour aider les autorités maliennes à rétablir l'intégrité territoriale du pays. Le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité a autorisé la création d'une telle force, dont le mandat comprend aussi la création d'un environnement sûr pour la fourniture d'une assistance humanitaire, ainsi que pour le retour volontaire des personnes déplacées et des réfugiés. Peu après, les groupes rebelles ont lancé une offensive vers le sud et prit la ville de Konna le 10 janvier 2013, amenant le Gouvernement malien à solliciter l'aide militaire immédiate de la France. Les forces françaises ont alors mené des frappes aériennes et des opérations terrestres avec l'armée malienne. Le conflit actuel a commencé dans un contexte de crise alimentaire et nutritionnelle aiguë au Sahel qui a encore affaibli la résilience de millions de personnes à travers la région, déjà affectées par une pauvreté chronique. Malgré une bonne récolte en 2012, des millions de personnes continuent à souffrir et les nouveaux combats ne peuvent que créer de nouveaux besoins humanitaires.

Pour davantage d'informations, veuillez contacter:

Fernando Arroyo, Chef du Bureau, OCHA Mali, Courriel: arroyof@un.org, Tél: +223 7599 3204

Katy Thiam, Chargée de l'Information Publique, OCHA Mali, Courriel: thiamk@un.org, Tél: +223 7599 3497

Ulrike Dassler, Chargée de l'Information Publique, OCHA Mali, courriel : dassler@un.org, Tel : +223 75 99 4004

Guido Pizzini, Chargé de la Gestion de l'Information, OCHA Mali, Courriel: pizzini@un.org, Tél: +223 7599 3203

Hadija Diakité, Secrétaire Exécutive du Chef de Bureau de OCHA Mali, Courriel: diakiteh@un.org, tel: +223 7599 55 77

Quentin Levet, Chargé d'affaires humanitaires, OCHA NY, Courriel: levet@un.org Tél: +1 646 266 4410

Pour davantage d'informations, veuillez consulter:

<http://mali.humanitarianresponse.info> ou www.unocha.org/mali

Pour être ajouté(e) à la liste de diffusion ou en être retiré(e), merci de nous contacter par courriel à ochamali@un.org